Le Droit au Bonheur

Le Désarmement et la Question Sociale

Marie-Louise Gagneur



Éditions l'Escalier

Le Droit au Bonheur Charles Fourier, d'après Zola et Jaurès

Marie-Louise Gagneur

1901

Texte établi à partir des éditions conservées à la Bibliothèque Marguerite Durand à Paris et à la Médiathèque Meuse Grand Sud, à Bar-le-Duc.



I LA QUESTION SOCIALE

Il n'y a pas de question sociale, affirmait Gambetta, il y a quelque trente ans.

Depuis trente ans, quel chemin parcouru!

Aujourd'hui, le socialisme est partout : sous la forme scientifique, il occupe les chaires de l'économie politique qu'il tend à transformer; sous la forme politique, il prend dans les Parlements, au Palais-Bourbon comme au Reischtag, une place considérable; sous la forme religieuse, il dicte des encycliques, enflamme les cœurs des représentants des cultes divers ; sous sa forme violente, il conquiert la classe ouvrière où il se propage en une poussée formidable. Il commence à envahir les campagnes et l'armée; enfin, il hante, surtout par la peur, les cerveaux des potentats dont il menace la sécurité. Les congrès ouvriers, l'entente internationale des travailleurs, l'agitation socialiste ouverte ou cachée gagnent toutes les nations modernes, et sont les signes avant-coureurs que le prolétariat réclame une autre justice sociale.

Le développement si prodigieux qu'a pris la question sociale, en ces dernières années surtout, est la conséquence nécessaire des modifications qui se sont introduites dans les conditions économiques, commerciales, morales, scientifiques et surtout industrielles de la seconde moitié du XIXe siècle.

Dans l'Allemagne, quoiqu'asservie sous un joug de fer, dans la République française, comme dans l'autocratique Russie, et tout récemment en Angleterre, qui seule semblait réfractaire, on sent craquer les bases des vieilles sociétés, et la transformation est fatale ; car l'humanité est mûre pour une organisation sociale plus équitable, plus conforme à la nature de l'homme et à sa destinée, qui est le bonheur.

L'égalité des droits politiques conduit à réclamer l'égalité des conditions. L'antagonisme des classes a été de tout temps au fond des révolutions politiques. Il reparaît aujourd'hui avec des caractères plus graves, qui semblent mettre en péril l'avenir même de la civilisation. Tous les esprits clairvoyants sont frappés du contraste que présentent, d'un côté, l'accroissement extraordinaire de la richesse, et de l'autre, le développement simultané de la misère des classes laborieuses. Or, le prolétariat commence à comprendre que les notions de la justice et du droit doivent présider à la répartition des biens.

Les économistes étudient en des statistiques savantes et consciencieuses les phénomènes de la répartition des richesses, de la consommation, de la production, de la circulation. Leur « laissez-faire », « laissez-passer », leur loi du droit de la force, nécessaire à la conservation de la supériorité des races, dans la lutte pour la vie, sont des théories féroces, admissibles sans doute en notre milieu social, encore barbare, mais qui doivent disparaître dans une société basée sur une organisation mieux comprise et vraiment scientifique des intérêts humains matériels et moraux.

II

LES TROIS FORCES, LES TROIS ISSUES

Quelles sont les issues possibles au régime social actuel ? La force brutale.

La force des choses.

La force de l'idée.

La force brutale, c'est-à-dire la révolution, la force du grand nombre, qui, en un jour de colère, renversera, broiera, exterminera et peut-être fera disparaître notre civilisation caduque, par le communisme, le collectivisme égalitaire, annihilant le plus puissant mobile de l'activité humaine, l'initiative individuelle.

La force des choses, c'est-à-dire l'évolution nécessaire.

La grande discussion qui vient de diviser le parti démocratique et les socialistes est celle-ci : l'action de tous ceux qui réclament une autre organisation sociale plus conforme à l'équité et à la justice, doit-elle tendre au renversement violent de la société actuelle ou à la transformation progressive de cette société ?

D'un côté, la table rase, immédiate, très dangereuse, en l'état encore fort indécise d'une conception sociale immédiatement possible ; de l'autre, la force des choses, qui peu à peu démontrera et déterminera sans secousse cette transformation.

Ainsi, au moyen âge, lorsque les seigneurs abusèrent de leur puissance illimitée pour opprimer les populations des campagnes, les mécontents, afin d'échapper à leur joug vexatoire, se réunirent pour lutter contre eux. Le contrat de leur réunion reçut le nom de Charte.

C'est alors que la commune fut créée.

Aujourd'hui qu'une nouvelle féodalité, la féodalité du capital, opprime les travailleurs, fatalement la commune industrielle se constituera, se fonde déjà en sociétés coopératives pour lutter contre le capital, et peu à peu gagnant du terrain, forcera le capital à transiger, évolution bien lente sans doute, à moins que par la « Force de l'idée », on ne la précipite.

Le mouvement humain, comme l'a démontré le grand socialiste allemand, Lassale, dans sa théorie des *Droits acquis*, a pour base l'évolution de la conscience. En effet, ce qui, à certaines époques, paraissait bon, naturel et légitime, nous semble aujourd'hui inique, barbare et même atroce : ainsi les sacrifices humains, l'esclavage, l'inquisition.

Les mœurs et les coutumes se transforment insensiblement. Les heurts violents ne font le plus souvent que renforcer les préjugés et les erreurs, reculer la lumière.

Si la conscience et la morale évoluent, les phénomènes économiques sont soumis également à des lois qui les modifient sans cesse. C'est ce que Karl Marx a exposé dans *Le Capital*. Le capital se concentre de plus en plus, absorbant la petite et la moyenne propriété, accaparant, en de grandes entreprises, le petit commerce et la petite industrie.

Donc, indépendamment des volontés humaines et de l'action révolutionnaire, les deux socialistes allemands démontrent qu'une lente évolution de la conscience et des lois économiques amènerait fatalement une transformation politique et sociale.

III LA FORCE DE L'IDÉE

Le sens de l'évolution que nous traversons aujourd'hui est d'une rassurante évidence. Si jamais, en aucun temps, l'évolution économique : production, consommation, circulation, transactions commerciales, n'a montré une activité plus vertigineuse, jamais la conscience sociale n'a évolué avec une pareille rapidité vers les idées de justice, de solidarité.

Mais surtout, jamais la conscience philosophique française ne s'est soulevée avec plus d'indépendance contre l'oppression religieuse et congréganiste, contre le cléricalisme.

« Le cléricalisme, voilà l'ennemi », l'ennemi éternel contre lequel il faut lutter sans cesse ; car, lui, ne se lasse jamais : non seulement il comprime l'intelligence, mais il dessèche les cœurs, profane la beauté, écrase les plus puissantes organisations, et en vue d'un bonheur hypothétique dans une autre vie, prêche la douleur, la résignation atrophiante à la souffrance, au mal-être social.

Il étouffe systématiquement toutes les idées nouvelles, les idées de progrès dont l'éclosion pourrait contrecarrer les fables enfantines de la Bible. Que de savants, de génies frondeurs ont été torturés, séquestrés, bridés pendant les siècles obscurs du Moyen Âge!

Aujourd'hui même, ces bons catholiques, dans l'aveuglement de leur fanatisme, brûleraient encore, s'ils le pouvaient, les libres-penseurs et les socialistes ; car l'idée sociale moderne, qui est la synthèse de tous les progrès, est en opposition avec toutes les idées religieuses sur lesquelles repose la société actuelle.

Certes, dans le grand débat parlementaire contre l'envahissement congréganiste, nous voyons quelle affirmation, quel affranchissement des consciences vient de se produire non seulement dans la Chambre, mais dans les Conseils généraux et dans toute la France!

Mais aussi quel acharnement des hommes du passé contre l'idée moderne! La lutte n'est pas près de finir : elle vient de se ranimer avec une ardeur nouvelle dans toutes les branches de l'activité intellectuelle, et elle peut se résumer ainsi :

Dans les sciences.

L'idée du passé, c'est la foi au surnaturel, c'est-à-dire le respect d'une tradition basée sur de monstrueuses erreurs, obstinée à barrer le chemin à l'observation positive ; c'est l'ignorantisme systématique et l'immobilité opiniâtre.

L'idée moderne, au contraire, c'est l'étude des lois immuables de la nature, c'est l'application des méthodes expérimentales, c'est l'impulsion de l'intelligence, avide de connaître, vers toutes les découvertes qui agrandissent le domaine de l'esprit humain, décuplent les forces sociales et les moyens de production.

En philosophie religieuse.

L'idée du passé, c'est la croyance en un dieu à la fois bon et cruel, miséricordieux et vindicatif, en un dieu minutieux et tracassier, par conséquent instable en ses desseins ; c'est la foi sans contrôle ; c'est le fanatisme aveugle ; c'est, en vue de la vie future, le mépris de la vie temporelle, mépris qui tend à maintenir l'homme dans l'ignorance, la pauvreté et la stagnation, mépris révoltant, qui enfanta les barbaries de l'inquisition et les lents suicides de la vie ascétique.

L'idée philosophique moderne est inséparable de la science et de la justice, c'est la croyance à des lois fixes faciles à contrôler, qui régissent l'esprit comme la matière ; c'est la croyance au bonheur pour tous, au bonheur dès ce monde ; croyance qui pousse incessamment l'humanité vers le progrès ; et cette foi seule, que le bonheur est notre destinée nécessaire, pourrait faire croire à une intelligence directrice, suprême, à la fois juste et bonne.

En morale.

L'idée du passé, c'est le perfectionnement par la souffrance, par la compression et la mutilation de l'être, par l'abdication de la volonté, par l'humilité excessive poussée jusqu'au mépris de soi-même ; c'est, contrairement à la Loi d'amour prêchée par le Christ, une intolérance haineuse envers les dissidents ; c'est le développement de l'égoïsme par une préoccupation trop exclusive du salut.

L'idée moderne, c'est le développement et le perfectionnement par l'exercice légitime et normal aussi complet que possible de toutes nos facultés ; c'est l'élévation de la mentalité par la culture de l'intelligence et par l'accroissement du bien-être, qui rend l'honnêteté et la vertu faciles, nous dirons plus, qui les rend praticables.

En politique.

L'idée du passé, c'est cette croyance naïve jusqu'à l'absurde que Dieu a dévolue à une seule famille dans chaque nation, et par droit d'héritage, la sagesse nécessaire pour gouverner les peuples.

L'idée moderne, c'est le droit incontestable qu'ont les gouvernés de choisir par voie de suffrage leurs gouvernants.

Or, nous sommes à une heure décisive pour la libération de la pensée universelle et la libération de toutes les oppressions ; l'humanité, nous le répétons, est mûre pour une autre forme sociale.

La transformation peut donc se produire aujourd'hui sans secousse, sans révolution, par la seule force de l'idée.

Ouelle idée?

Celle que Zola, le grand penseur, le grand humanitaire, vient de remettre en lumière dans *Travail*, avec une puissance d'éloquence, une profondeur, une envergure philosophique, une maîtrise qui font de ce livre incomparable une glorieuse et victorieuse étape de notre mouvement littéraire, philosophique et social.

Jaurès, quoique collectiviste, l'a compris, et je tiens à lui rendre cet hommage. Aussi bien ne voyons-nous pas de meilleur moyen de faire connaître ce livre, comme il le mérite, qu'en reproduisant l'analyse qu'en a faite, à plusieurs reprises, l'éloquent tribun.

Sous ce titre, Zola vient de publier un livre admirable. Jamais il n'a eu plus d'ampleur, de souffle et d'éclat, et jamais il n'a eu, dans sa vision du mouvement social, une précision égale. Déjà, en plusieurs grandes œuvres, Zola avait touché à la question sociale. Mais il n'avait pas mis en action, sous des formes déterminées et saisissables, l'immense transformation prochaine.

Dans Travail, Zola fait une large part à l'organisation et à l'action. Il ne se borne pas à pressentir l'entière émancipation humaine, à prévoir la libération des prolétaires, l'abolition du salariat. Il met sous nos

yeux, en formes précises, l'évolution de la société allant du capitalisme au communisme. Son point de départ est dans la cité industrielle d'aujourd'hui, tout assombrie de misère, d'inégalité et de haine, et en trois générations il aboutit, par des formes intermédiaires et des degrés savamment ménagés, à la cité communiste où les hommes, enfin libres et joyeux, jouissent fraternellement de leur puissance centuplée sur la nature.

Quel est son guide dans ce rude et magnifique voyage? C'est Fourier. À chaque page du livre éclatent l'admiration et la reconnaissance de Zola pour le grand penseur qui lui paraît avoir trouvé les plus riches formules de solidarité et de gloire humaine.

Il y a trois ans, dans une conversation que j'eus à Londres avec Zola, il me dit :

- « Je veux donner tout mon effort à la libération des hommes. Je veux que de l'épreuve que nous subissons tout notre groupe d'humanité sorte plus vaillant et plus fraternel. Il me semble déjà que des espérances plus hautes s'affirment. Je sens se lever des étoiles nouvelles. Mais qui nous dira quelles sont les routes les plus sûres, les plus unies, les plus douces, par où l'humanité ira vers la justice et la joie ? L'heure est venue où il ne suffit pas de rêver et de pressentir. Il faut savoir. Il faut préciser les moyens d'organisation et de libération.
- « Pour moi, je lis, je cherche, non pas pour imaginer un système nouveau après tant de systèmes, mais pour dégager des œuvres socialistes ce qui s'accorde le mieux avec mon sens de la vie, avec mon amour de l'activité, de la santé, de l'abondance et de la joie.
- « Un ami m'a prêté Fourier et je le lis en ce moment avec éblouissement. Je ne sais encore ce qui adviendra de mes recherches, mais je veux glorifier le travail

et, par là, obliger les hommes qui le profanent, l'asservissent, le souillent de laideur et de misère, à le respecter enfin. »

De Fourier, Zola a retenu trois grands traits, trois idées de génie.

La première, par où Fourier donne la formule la plus puissante et la plus noble de l'anarchisme, c'est que toutes les forces du cœur humain sont bonnes, que le vice est une faculté contrariée et déviée, et qu'à une organisation sociale, vivante et souple, qui s'adapterait à l'infinie variété des penchants, répondrait bientôt l'harmonie humaine.

La seconde, c'est que les plus magnifiques conquêtes réalisées jusqu'ici sur la nature par le génie de l'homme ne sont encore qu'un jeu d'enfant, et que le monde, sous la conduite de l'homme et au profit de l'homme, s'épanouira en des formes si éclatantes et si douces que les imaginations les plus riches seront dépassées sans cesse par l'essor de la réalité.

Enfin, de même que dans l'individu humain il n'y a pas de vice absolu et que ce qu'on appelle vice peut être tourné, si on sait le prendre, au bien commun, de même, dans la société la plus misérable et la plus égoïste, il n'y a pas désordre absolu : car dans ce désordre même, il y a les éléments d'un ordre nouveau. Ainsi, par exemple, des formes de plus en plus savantes et harmonieuses d'association peuvent élever graduellement la société à une concorde, une équité et une joie que nous pressentons à peine.

C'est sur ces idées fondamentales de Fourier, c'est sur ce triple thème que Zola a construit son œuvre. C'est par l'association libre, animée des grands espoirs de Fourier, qu'il nous conduit en trois générations du régime du salariat au communisme absolu. Je ne puis, dans les limites d'un article, ne donner qu'une analyse sommaire et grossière de cette évolution compliquée et nuancée. Mais voici, en raccourci, comment, à travers les chocs, les erreurs, les résistances, se développe le plan de transformation.

On le voit, d'après ce résumé fait par Jaurès du livre de Zola, Fourier n'est ni un poète, ni un fou, comme on l'a prétendu, ni un révolté ; c'est un profond observateur de la nature humaine, un puissant psychologue, un sociologue de génie.

Jusqu'à lui, nul, en étudiant les œuvres de la pensée humaine, n'avait découvert ni même cherché dans les philosophes, les politiques et les légistes, dans les moralistes et les économistes, un remède à la souffrance générale. Dans tout le chaos des croyances religieuses, des morales successives, des lois et des institutions contradictoires, on ne trouvait que la négligence primordiale de l'étude de l'homme et la foi désespérante à la fatalité du mal.

Les philosophes s'égaraient dans la recherche des causes, au lieu d'observer les lois qui régissent les effets. Ils s'égaraient dans l'étude de la métaphysique de l'entendement humain, au lieu d'étudier les penchants, les sentiments, les besoins de l'homme et les moyens de les satisfaire. Les moralistes prêchaient la concorde, la bonté, la justice, la solidarité, sans s'inquiéter de donner aux hommes les lumières et le bien-être qui moralisent. Ils prêchaient la lutte de la raison contre les passions, du devoir contre l'intérêt, au lieu de chercher les moyens de les accorder. Ils disaient : « Pour être heureux, méprisez les richesses, refoulez vos penchants, modérez vos désirs, c'est-à-dire commencez par vous rendre malheureux. »

Les économistes condamnaient, il est vrai, les rêveries chrétiennes du mépris des richesses et dénonçaient le vide de la métaphysique ; ils étudiaient les phénomènes de la production, de la circulation et de la consommation ; mais ils restaient impuissants à concilier les intérêts et à procurer à chaque homme ce que la nature dispense à chaque animal libre, la subsistance.

Politiques et légistes enfin pliaient l'homme à des formes légales et gouvernementales préconçues, au lieu de plier ces formes à la nature humaine. Au lieu d'affranchir et de pacifier par la destruction de la misère et de l'ignorance, ils comprimaient par la coercition. Ils constituaient ainsi un continuel antagonisme entre l'ordre et la liberté, entre la conservation et le progrès, au lieu de faire concorder ces termes, qui au fond sont identiques.

Une pondération, en réalité illusoire, entre les classes, entre les pouvoirs, c'était pour eux encore tout l'art de gouverner.

Jusqu'ici on avait fait vainement appel aux sentiments humanitaires : amour du prochain, charité, fraternité, solidarité, altruisme, morale, devoir, conscience, justice, et à cette autre idée creuse, antinaturelle, illogique : l'égalité. Hélas ! ces sentiments, justes en principe sans doute, et de tout temps invoqués, n'ont pas sensiblement amélioré la situation des miséreux ; mais ce qui semble avoir augmenté, c'est l'âpreté au gain de celui qui possède.

Aussi, est-ce en vain qu'on écrit, qu'on prêche et légifère, qu'on s'efforce d'organiser; l'oppression, l'injustice, l'ignorance, l'abrutissement, la misère, la discorde, le carnage des guerres, la lutte des intérêts, l'égoïsme, en résumé une immense incohérence et le malheur général restent le lot de l'humanité.

Puisque les grands sentiments humanitaires sont impuissants à changer la forme sociale, il faut chercher le procédé scientifique par l'étude même de la nature humaine.

« La politique, dit Renan, c'est-à-dire la manière de gouverner l'humanité de la même manière que l'on gouverne une machine ou un troupeau, disparaîtra. Organiser scientifiquement l'humanité, tel est le dernier mot de la science moderne, telle est son audacieuse mais légitime prétention. »

En effet, l'effort de notre époque tend à chercher et à trouver une organisation du travail concordante avec la nature humaine, en même temps qu'une nouvelle formule des rapports du travail et du capital, qui satisfasse nos idées de justice et assure au moins à chaque être un minimum de subsistance.

À quel procédé recourir ? Avant tout, à l'expérimentation, le seul procédé scientifique admis aujourd'hui.

Tel est le pâle résumé de la vigoureuse critique que faisait Fourier, dès 1808, de la société capitaliste; et il annonçait avec une sûreté, une puissance de déduction, une intuition de prophète, le développement fatal de la féodalité industrielle et financière. Ces pages admirables, on les croirait écrites d'hier.

Comme Jaurès, dans son analyse du livre de Zola, avance deux affirmations vraiment étranges, il importe au plus haut point de réfuter ces erreurs fondamentales qui représenteraient Fourier comme anarchiste et communiste.

Fourier associe, pondère, organise, hiérarchise ; il donne au travailleur toute sa liberté individuelle, l'initiative personnelle, l'essor intellectuel et moral avec toutes les garanties que procure la libre mutualité ; mais rien ne ressemble moins au passif troupeau conduit, rémunéré par l'État communiste ou collectiviste, et gouverné plus autocratiquement peut-être que ne le ferait aucun despotisme.

Aussi croyons-nous nécessaire de faire connaître les bases scientifiques de cette synthèse sociale, qui n'est point, prétendait Fourier, un système inventé par lui, mais une découverte, la découverte de la loi d'attraction appliquée au système social, par analogie, disait-il, à la loi d'attraction découverte par Newton.

Table des Matières

Le Droit au Bonheur	3
La question sociale	5
Les trois forces, les trois issues	
La force de l'idée	9
Principes fondamentaux	19
Destinée préétablie	25
Coup de lumière	
Les divers systèmes socialistes	39
L'aube	
La croisade noire	55
Conclusion	59
Le Désarmement et la Question Sociale	63
À Nicolas II	
Le désarmement	69
La question sociale	
Études sociales selon la méthode expérimentale	
Réponses aux objections	
Conclusion	



Marie-Louise Gagneur (1832 - 1902)

Aujourd'hui, le socialisme est partout : sous la forme scientifique, il occupe les chaires de l'économie politique qu'il tend à transformer; sous la forme politique, il prend dans les Parlements, au Palais-Bourbon comme au Reischtag, une place considérable ; sous la forme religieuse, il dicte des encycliques, enflamme les cœurs des représentants des cultes divers ; sous sa forme violente, il conquiert la classe ouvrière où il se propage en une poussée formidable. Il commence à envahir les campagnes et l'armée; enfin, il hante, surtout par la peur, les cerveaux des potentats dont il menace la sécurité. Les congrès ouvriers, l'entente internationale des travailleurs, l'agitation socialiste ouverte ou cachée gagnent toutes les nations modernes, et sont les signes avant-coureurs que le prolétariat réclame une autre justice sociale.



